

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

5 septembre 2019

## ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 2206)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N ° 224

présenté par  
Mme Ménard

-----

**ARTICLE 5**

Compléter l'alinéa 81 par la phrase suivante :

« Cet accord doit être confirmé tous les cinq ans. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les compétences de cohérence territoriale mentionnées à l'article L 143-16 du code de l'urbanisme peuvent être transférées à l'établissement public de coopération intercommunale et du syndicat mixte selon les conditions établies dans cet alinéa. Si les autorités organisatrices de la mobilité ont accepté ce transfert de leur souveraineté, il ne doit pas être immuable et doit faire l'objet d'une remise en question tous les cinq ans.